



Communiqué de presse – 31 mars 2014

Le PS exige la fin immédiate du double frein et une révision de la loi fiscale !

Le Parti socialiste a pris connaissance des résultats des comptes 2013 du Canton du Valais. Ces résultats catastrophiques sont encore accentués par les baisses fiscales consenties par la droite ces dernières années. Les règles du double frein aux dépenses et à l'endettement mettent le canton du Valais dans une situation dramatique pour les prestations, notamment dans l'éducation, le social ou encore la santé. Le PSVR exige la suppression du double frein et une révision de la loi fiscale.

Le Parti socialiste a tenté en vain de convaincre les autres partis, lors de la session de décembre sur le budget, de la nécessité de trouver également de nouvelles recettes. Ceux-ci, plutôt que d'assumer les conséquences directes de leur politique fiscale et budgétaire, ont préféré opérer des coupes sévères ayant un impact direct sur la population, plutôt que d'oser demander une participation plus élevées à ceux qui en ont les moyens.

Les actuelles règles du double frein nécessitent que les 82,6 millions de pertes des comptes 2013 soient compensés dans les deux ans à venir. Connaissant la situation catastrophique du budget 2014 et les difficultés annoncées pour celui de 2015, ces dizaines de millions, sous forme de coupes dans les prestations, ne seront pas supportables pour la population.

Dès lors, le PSVR exige :

- La suppression du double frein
- La suspension des baisses fiscales récemment accordées
- Une révision de la loi fiscale
- L'engagement de contrôleurs fiscaux supplémentaires
- La définition claire du Gouvernement quant à ses priorités politiques

Une fois encore, le PS avait mis en garde le Parlement et le Gouvernement sur les risques de la politique menée, visant à baisser les impôts en période de vaches grasses. Voici venu le temps des années difficiles et ce sont désormais les plus démunis de notre société qui paient le prix fort des politiques bourgeoises.

Adresses de contact :

- Gaël Bourgeois, président du PSVR et député, 078 685 48 48
- Jean-Henri Dumont, porte-parole du Groupe AdG/LA, 079 445 10 79
- Emmanuel Amoos, député membre de la COFI, 078 607 72 32